

# NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



65462  
**E**

Distr.  
GENERALE  
E/CN.14/422  
29 janvier 1969  
FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Neuvième session  
Addis-Abéba, 3-14 février 1969

## PRINCIPES DIRECTEURS ET STRATEGIE D'UNE ACTION CONCERTEE EN VUE DU DEVELOPPEMENT RURAL EN AFRIQUE

(Mémoire du Comité interinstitutions  
pour le développement rural en Afrique)

### TABLE DES MATIERES

	<u>Paragaphes</u>
A. Introduction . . . . .	1 - 5
B. Nécessité d'une action concertée en vue du développement rural . . . . .	6 - 15
C. Rôle et contribution des divers organismes des Nations Unies dans le développement rural en Afrique . . .	16 - 18
D. Principes directeurs (d'une action concertée entre institutions en vue de résoudre les problèmes concer- nant le développement rural en Afrique). . . . .	19 - 24
E. Stratégie d'une action concertée entre institutions au niveau régional pour le développement rural en Afrique . . . . .	25 - 27

### ANNEXE :

Résumé provisoire des activités et des projets  
de développement rural actuellement exécutés en  
Afrique par l'OIT, l'UNESCO, la FAO, le FISE  
et l'OMS (l'annexe sera jointe au document ul-  
térieurement)

A. INTRODUCTION

1. Le présent mémoire a été rédigé par le Comité interinstitutions pour le développement rural en Afrique. Ce dernier s'est réuni pour la première fois le 28 mars 1968, à la demande du Secrétaire exécutif de la CEA, pour examiner notamment :

- a) les moyens de renforcer, au niveau régional, la collaboration entre institutions s'occupant du développement rural;
- b) la contribution essentielle des divers organismes des Nations Unies au développement rural en Afrique, c'est-à-dire les travaux actuellement exécutés par chacun d'eux en différentes parties du continent et ceux qu'ils projettent d'entreprendre à l'avenir.

2. Les résultats des délibérations du Comité, à sa première réunion et aux réunions suivantes, sont exposés dans la suite de ce mémoire, qui est présenté pour examen et adoption à la Commission économique pour l'Afrique, lors de sa neuvième session. Le document est composé des sections suivantes :

- B. Nécessité d'une action concertée en vue du développement rural;
- C. Rôle et contribution des divers organismes des Nations Unies dans le développement rural en Afrique;
- D. Principes directeurs d'une action concertée entre institutions en vue de résoudre les problèmes concernant le développement rural en Afrique;
- E. Stratégie, d'une action concertée entre institutions au niveau régional, pour le développement rural en Afrique, et recommandations;

Annexe : Résumé provisoire des activités et des projets de développement rural actuellement exécutés en Afrique par l'OIT, l'UNESCO, la FAO, le FISE et l'OMS.

3. Les Etats membres de la Commission et les divers organes et institutions des Nations Unies se rendent compte qu'il faut renforcer la collaboration interinstitutionnelle en matière de développement rural. Cela ressort en particulier de la résolution 117(VI) de la Commission sur la vie rurale et l'action communautaire, dont certaines dispositions sont reproduites ci-après :

"a) Prie le Secrétaire exécutif d'accorder une attention spéciale à l'étude des problèmes spécifiques que rencontrent les gouvernements dans la réalisation des programmes de développement rural, et d'assister les gouvernements, à leur demande, dans les efforts qu'ils déploient pour susciter le développement d'une vie rurale et d'institutions rurales actives;

b) Invite instamment le Secrétaire exécutif, en collaboration avec les institutions spécialisées, à entreprendre des études et enquêtes sous-régionales sur les problèmes sociaux et économiques que pose le développement rural, et notamment sur les questions suivantes :

i) Régimes fonciers, répartition des terres et amélioration des régimes fonciers en tant que moyen de redistribuer les revenus sur une base plus équitable;

ii) Approvisionnement en eau pour l'irrigation et en eau potable en tant que moyen d'améliorer la production agricole et la santé des populations rurales;

iii) Amélioration des établissements de crédit tels que caisses de crédit et coopératives de production;

iv) Coordination de l'action communautaire dans les programmes de service social, notamment ceux d'enseignement ménager, d'éducation des adultes, de construction de voies publiques, de construction de villages et de réinstallation;

c) Recommande que le Secrétaire exécutif et les institutions spécialisées continuent à fournir des conseillers régionaux et des experts de l'assistance technique aux gouvernements de la région, à leur demande, afin de les aider dans la planification, la mise en oeuvre et l'évaluation des programmes de développement rural, notamment en ce qui concerne la participation des populations rurales et l'action communautaire".

4. A la réunion du Groupe de travail interinstitutions sur les problèmes de développement rural en Afrique (New York, 25-26 avril 1967), on a fait observer que, dans la majorité des pays, plusieurs ministères ou organismes s'occupaient du développement rural, mais que leurs activités étaient rarement coordonnées et que, trop souvent, un projet exécuté sous la direction d'un certain ministère était insuffisamment relié aux travaux effectués par d'autres ministères.

5. Les participants à la première réunion des chefs régionaux des organisations internationales en Afrique (Accra, 28-30 juillet 1967) ont reconnu la nécessité de consultations périodiques entre les chefs régionaux des organisations internationales en Afrique. D'autre part, ils ont examiné la recommandation du Comité administratif de coopération des Nations Unies sur la coordination à l'échelon régional et ont invité le Secrétaire exécutif de la CEA à organiser des échanges sur le plan technique, particulièrement en ce qui concerne la vie et les institutions rurales.

#### B. NECESSITE D'UNE ACTION CONCERTEE EN VUE DU DEVELOPPEMENT RURAL

6. En Afrique, contrairement au rapide développement de la plupart des agglomérations urbaines, la situation du secteur rural et son mode de vie traditionnel n'ont guère changé. Pour près de 90 pour 100, la population rurale africaine vit dans les zones rurales et dépend encore trop de l'économie de subsistance. C'est là un grave obstacle à l'augmentation de la production agricole et à la productivité, ainsi qu'à l'amélioration pourtant si nécessaire des niveaux de vie, de santé, de nutrition et d'éducation dans les collectivités rurales du continent.

7. Les efforts de développement entrepris par les gouvernements africains et nombre d'organismes internationaux d'assistance technique tendent à mettre l'accent sur le secteur urbain ou industriel, souvent au détriment du secteur rural ou agricole, ce qui maintient l'écart socio-économique notable qui existe entre les enclaves urbaines, plus modernes et plus favorisées, et les grandes régions rurales environnantes.

8. Cette tendance est en soi une injustice sociale et, ce qui est pire, provoque un certain nombre de problèmes pressants qui ralentissent considérablement le rythme du développement national, au préjudice de la population tout entière. Il en résulte :

- a) une réduction de la production vivrière par habitant;
- b) une lente croissance de l'industrie et d'autres branches d'activité économique, en raison d'une très faible demande de produits non agricoles dans les régions rurales, plus étendues mais plus pauvres que les zones urbaines;
- c) un problème de chômage et de sous-emploi en rapide expansion, aggravé par une migration incessante des jeunes ruraux les plus actifs vers la ville beaucoup plus rapide que la capacité d'absorption du secteur urbain, où l'industrie ne progresse pas assez vite.

9. Un grand nombre d'Etats africains, qui s'efforcent sérieusement de résoudre ces problèmes et de compenser ces déséquilibres, ont entrepris une large gamme de programmes nationaux de développement rural en vue d'élever le niveau de vie, d'accroître l'emploi et de créer des conditions favorables au progrès socio-économique des masses rurales.

10. Certains de ces programmes (d'animation rurale et de développement communautaire) prévoient généralement des mesures destinées à stimuler les efforts de la population rurale elle-même et à les associer à l'effort tenté par les institutions bénévoles ou le gouvernement pour améliorer les conditions de vie des communautés rurales et faciliter ainsi la réalisation du plan de développement national.

11. Dans d'autres programmes divers organismes gouvernementaux fournissent des services de vulgarisation, notamment en matière d'agriculture, d'éducation et de formation, de santé et de nutrition.

12. Cependant, lors de l'élaboration et de l'exécution de ces programmes on se heurte à divers obstacles :

- a) sur le plan de l'organisation ou de l'administration, chevauchement des organisations populaires, effort unilatéral de réorientation des institutions existantes ou de création de nouveaux organismes, en vue de renforcer l'action communautaire bénévole et d'établir les voies nécessaires aux services normalement assurés par l'Etat;
- b) sur le plan psychologique, il est difficile d'éliminer les attitudes et les usages traditionnels qui s'opposent au progrès économique et social, de faire acquérir de nouvelles connaissances et compétences, de rendre la population plus réceptive au changement et d'appliquer des stimulants à cet égard.

13. Dans la majorité des pays africains, plusieurs ministères ou organismes s'occupent simultanément de divers aspects du développement rural et de la vulgarisation, mais leurs activités sont rarement coordonnées. Tout service ou projet public relève ordinairement d'un seul ministère, et la coordination est insuffisante pour tous les aspects relevant d'autres ministères. Les demandes d'assistance technique adressées par les gouvernements aux organismes internationaux pour un projet donné ne se réfèrent en général qu'au secteur directement intéressé par l'aide. Par suite, les données fournies sur les éléments du projet qui touchent à d'autres secteurs, mais qui n'en sont pas moins indispensables au succès de l'entreprise, sont insuffisantes 1/.

14. En ce qui concerne l'assistance technique, les divers organismes des Nations Unies ont adopté des politiques et des méthodes parfois si divergentes qu'elles paraissent contradictoires et confuses aux gouvernements bénéficiaires. Certains d'entre eux insistent à l'excès sur le développement communautaire (ou l'animation rurale) et le progrès social en général, sans attacher la même importance à l'augmentation de la production et du

---

1/ Report of the UN Inter-Agency Working Party, New York, avril 1967.

revenu. En revanche, d'autres tendent à accorder trop d'attention à la production, au détriment des facteurs institutionnels et sociaux (comme dans le cas des concessions privées et des plantations), qui sont parfois presque négligés.

15. Le développement rural implique bien d'autres choses que la production agricole, encore que l'économie de la plupart des régions rurales repose sur l'agriculture. Par définition, le développement "local", "régional" ou "rural" suppose une utilisation appropriée des connaissances et compétences de tous les services responsables, tant internationaux que nationaux, menant une action concertée et non isolée ou fragmentaire. Une telle coordination des efforts, dont l'objet essentiel est de mobiliser les ressources humaines et matérielles des zones rurales afin d'améliorer les conditions de vie et de travail de leurs populations, entraîne la nécessité d'une action de stimulation dans les domaines suivants :

- a) Faire participer activement la population et en particulier les jeunes et les femmes pour créer, notamment par le recours aux techniques de développement communautaire et d'animation rurale, des attitudes favorables aux améliorations qui s'imposent;
- b) Etude des caractéristiques techno-économiques comportant une analyse des coûts et rendements, ainsi qu'un examen des facteurs économiques et matériels qui influent sur les programmes de développement rural : terres, approvisionnement en eau pour l'irrigation et autres usages, énergie, routes et communications, cultures pratiquées et autres cultures possibles, moyens de commercialisation à l'intérieur et à l'extérieur, etc.;
- c) Industrialisation de base dans le secteur rural, grâce à la création de petites entreprises et à l'expansion des industries artisanales de caractère utilitaire et artistique;
- d) Mise en valeur des ressources humaines - enquêtes et évaluations sur la main-d'oeuvre pour faciliter une expansion rationnelle de la formation professionnelle et de l'activité productrice (surtout Par la création d'emplois), adaptation de l'éducation aux besoins des zones rurales, développement des services de santé, de nutrition, de logement, de protection sociale, etc.;

- e) Développement des institutions - construire un cadre solide pour soutenir le progrès rural, notamment en ce qui concerne le régime foncier, les services publics et semi-publics, les associations et organisations bénévoles d'intérêt rural, les coopératives et les établissements de crédit;
- f) Création d'une structure administrative adéquate, et en particulier création d'un dispositif permettant une action concertée et une liaison effectuée à tous les niveaux.

C. RÔLE ET CONTRIBUTION DES DIVERS ORGANISMES DES NATIONS UNIES DANS LE DÉVELOPPEMENT RURAL EN AFRIQUE

16. On trouvera à l'annexe du présent mémoire, un résumé provisoire des activités et projets actuellement entrepris en Afrique par divers organismes des Nations Unies, qui intéressent directement le développement rural et se prêtent facilement à la coopération interinstitutions.

17. Le Groupe de travail interinstitutions des Nations Unies, réuni en avril 1967 au Siège de l'ONU à New York, a examiné les problèmes que pose le développement général des régions rurales, particulièrement en Afrique. A cette réunion :

- Les représentants du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies ont approuvé la proposition d'une action concertée en vue du développement rural et ont signalé que le Département avait lui aussi atteint un nouveau stade dans l'élaboration des politiques concernant les problèmes de développement rural. Il s'occupait en effet de ralentir le rythme des migrations de la population rurale vers les villes et de réorienter les migrants vers les zones rurales. A son avis, les plans de développement nationaux devraient se ramener à un niveau praticable et il est indispensable d'en assurer l'exécution dans un cadre régional.

- Les représentants de l'OIT ont reconnu la nécessité d'une collaboration interinstitutionnelle en faveur du développement rural. Une telle coopération permettait en effet de prendre en considération tous les aspects de



la situation rurale, et par conséquent d'assurer une croissance équilibrée. Toutefois, le problème du chômage ne pourrait être entièrement résolu à l'intérieur du secteur rural.

Note<sup>1/</sup>

L'examen en 1960, par la Conférence du Travail, de la question concernant "la contribution de l'OIT à l'augmentation des revenus et à l'amélioration des conditions de vie dans les communautés rurales, en particulier dans les pays en voie de développement", ainsi que la résolution unanimement adoptée à ce sujet par la Conférence, ont marqué un tournant dans l'évolution des activités de l'OIT en faveur des zones rurales. A noter que la résolution et les principes qu'elle contient, de même que les conclusions ultérieurement formulées par la Commission permanente agricole à sa sixième session, concernaient non seulement les activités pratiques, mais également les recherches et les activités normatives ainsi que d'autres mesures découlant de la Conférence. La résolution de la Conférence rappelant la contribution particulière que l'OIT est en mesure d'apporter "par suite de son intérêt dans les problèmes de travail, de l'emploi et dans les aspects sociaux du développement économique" et appelant l'attention sur "la nécessité pour l'OIT de développer un programme systématique et suffisamment important d'activité pour lui permettre de jouer pleinement son rôle" dans l'amélioration des conditions de vie et de travail des communautés rurales, recommande "que l'OIT établisse sans délai un programme spécial à long terme de recherches et d'activités pratiques".

A la suite de cette résolution et des conclusions ultérieures de la Commission permanente agricole, le programme de développement rural de l'OIT a été lancé, en 1962, au titre du budget ordinaire de cette organisation.

---

<sup>1/</sup> Voir Le programme de coopération technique de l'OIT en matière de développement rural (G.B. 171/O.P./2/2), Genève, février-mars 1968, par. 6, 7 et 11.

La Commission permanente agricole, à sa sixième session, a recommandé que la plus grande attention soit consacrée, dans le cadre de ce programme, à des activités ressortissant des domaines suivants : problèmes de l'emploi rural, orientation et formation professionnelles dans les régions rurales, conditions de vie et de travail des travailleurs ruraux, adaptations institutionnelles et nouvelles façons d'aborder les problèmes du développement rural, organisations coopératives et petites industries. Sous ces grandes rubriques, des travaux divers ont été entrepris. La mise en oeuvre du programme de l'OIT en faveur du développement rural a fortement contribué à donner à cette organisation une place plus éminente dans le domaine du développement rural. A l'heure actuelle, soit cinq ans après le modeste début du programme, la compétence de l'OIT est en effet mieux reconnue tant par les Etats membres que par les autres organisations internationales intéressées, y compris celles qui sont responsables du financement des activités de développement. Le programme de développement rural a permis, d'autre part, d'obtenir les fonds dont on avait grand besoin pour exécuter un volume notable de recherches orientées vers la réalisation de projets, recherches dont les résultats se traduisent maintenant par l'accroissement du nombre des projets directement consacrés à l'assistance. Enfin, ce programme a permis à l'OIT de participer davantage aux travaux de développement rural entrepris par d'autres organismes des Nations Unies.

— Les représentants de l'OMS ont signalé que les travaux effectués depuis nombre d'années par leur organisation avaient eu pour effet de stimuler le développement rural. Plusieurs projets pilotes de services sanitaires ruraux ont été exécutés, en collaboration avec le FISE et l'OIT, pour réduire la mortalité infantile et former du personnel de santé. Le principal problème qui se pose dans ce domaine est de trouver des homologues du niveau requis. D'autre part, il est nécessaire d'établir des relations de travail entre les services locaux et les services nationaux en vue d'examiner les problèmes relatifs à l'amélioration de la santé dans les régions rurales.

Note<sup>1/</sup>

Dans la majorité des pays africains, avant leur accession à l'indépendance (au cours des dix dernières années), les services sanitaires se trouvaient en majeure partie dans les centres urbains commerciaux ou administratifs, à part un petit nombre d'équipes mobiles qui travaillaient dans les régions rurales en vue de lutter contre des maladies telles que variole, pian, méningite, lèpre, trypanosomiase, etc.

A la demande d'un grand nombre de pays, l'OMS a fourni une assistance pour faciliter l'intégration des services de prévention dispersés dans les zones rurales et des services de traitement limités dans les zones urbaines, au sein d'un vaste réseau national de services sanitaires organisés et coordonnés. Ce système repose sur des unités périphériques (centres sanitaires), qui s'occupent des soins médicaux, de l'hygiène maternelle et infantile, de la lutte contre les maladies transmissibles, de l'hygiène du milieu, de l'éducation sanitaire et de l'enregistrement des statistiques de l'état civil. Le but visé en l'occurrence est de relier les centres en question, de même que les organes intermédiaires fonctionnant à l'échelon des districts ou des provinces, aux organismes centraux ou nationaux. Ce réseau englobera les polycliniques des localités (à l'intérieur des districts) et les centres sanitaires spécialisés existant dans des villes plus développées.

Il ressort de cet exposé que l'OMS ne sépare pas ses activités rurales des travaux qu'elle exécute en milieu urbain. Les principaux objectifs visés par l'Organisation sont de deux ordres : d'une part, s'occuper davantage de la population rurale, qui représente plus de 80 pour 100 de la population globale des pays en voie de développement et, d'autre part, favoriser la création d'un réseau national de services sanitaires coordonnés pour remplacer les deux catégories de services distincts - traitement dans les régions urbaines et prévention dans les régions rurales.

<sup>1/</sup> Extrait d'une note établie par le service de liaison CEA/OMS. On trouvera à l'annexe du présent mémoire le texte intégral de cette note et la liste des activités de l'OMS en Afrique.

— Les représentants du FISE ont précisé que leur organisme joue un rôle de catalyseur plutôt que technique. Reconnaisant l'importance énorme des connaissances socio-culturelles pour l'action en faveur du développement rural, ils ont cependant attiré l'attention sur le fait qu'on **risquait** de créer de nouveaux problèmes en insistant outre mesure sur l'un quelconque des aspects du progrès rural.

#### Note

Le FISE accorde une aide matérielle et financière en vue d'améliorer les conditions de vie des enfants, des jeunes et des mères, et de les aider à s'épanouir. Afin d'atteindre ses objectifs, le Fonds a dû élargir la portée de son assistance de manière à favoriser un nombre croissant de projets d'intérêt familial et communautaire.

— Les représentants de la BIRD ont fait valoir que la Banque appuyait divers projets destinés à créer des emplois et élever les revenus (projet intéressant les petits producteurs de thé en Afrique orientale par exemple). La Banque estime nécessaire de collaborer à des programmes d'assistance autres que ceux des Nations Unies, tout en renforçant sa coopération avec les organismes des Nations Unies. Elle a terminé une étude sur l'agriculture en Afrique, dont on pourrait peut-être tirer certains principes d'action, notamment en ce qui concerne la nécessité d'intensifier les travaux de recherche, de fournir un meilleur outillage agricole, d'insister davantage sur l'exécution de projets pilotes, de réorienter au lieu de décourager les migrations entre zones rurales et zones urbaines.

— Les représentants de la FAO ont été d'avis que les organismes chargés de l'exécution des projets de développement rural, devraient tenir une réunion au niveau des planificateurs pour essayer de déterminer le rang de priorité à donner aux divers travaux de développement. La mise en oeuvre de plans régionaux pourrait être le meilleur moyen d'assurer le progrès du secteur rural, mais il ne faut pas renoncer pour autant à réaliser des projets de moindre envergure. Il convient d'attirer davantage d'investissements publics et privés, d'opérer une réforme agraire (susceptible de modifier complètement la structure économique des pays concernés), d'étudier

les problèmes de la jeunesse rurale, ainsi que le rapport entre croissance rurale et croissance urbaine. De l'avis de la FAO on a trop insisté sur les aspects matériels au détriment des institutions nécessaires au développement.

- Les représentants de l'UNESCO ont attiré l'attention du Comité sur trois conditions préalables d'une action efficace en faveur du développement rural : la volonté d'effectuer des réformes; la participation réfléchie des jeunes gens, comme agents actifs de l'évolution, à l'oeuvre de développement; la réforme profonde de l'éducation et, en particulier, de l'enseignement primaire. Ils ont également précisé qu'au niveau régional, une action interinstitutionnelle concertée s'imposait en vue de résoudre les problèmes que pose le développement rural.

- Les représentants du Programme alimentaire mondial ont déclaré que si le PAM ne prétendait pas avoir de compétence technique particulière en aucun domaine, il pouvait cependant jouer un rôle important dans le développement rural, en particulier en fournissant des vivres aux travailleurs engagés au titre de programmes de construction routière ou autres, dont l'exécution exige une nombreuse main-d'oeuvre.

18. Les participants du Groupe de travail des Nations Unies se sont en général accordés à reconnaître la nécessité d'entreprendre, au plan régional, une action concertée en vue du développement rural, là où les conditions naturelles et institutionnelles y sont favorables. Parmi les recommandations formulées à cette réunion, on relève notamment :

- a) L'importance à accorder aux divers aspects du progrès rural doit être déterminée en fonction des facteurs d'ordre général qui influent sur le développement intégral d'un pays;
- b) Pour l'examen critique d'une demande d'assistance en faveur du secteur rural, il est indispensable de prendre en considération le rapport entre le développement du secteur rural et celui du secteur urbain, (pour déterminer la méthode d'approche des problèmes d'emploi), ainsi que l'ordre de priorité fixé dans le plan national de développement;

- c) Bien qu'il soit nécessaire d'élaborer une stratégie globale de développement, de manière à tenir compte de l'incapacité relative des centres urbains à absorber une proportion appréciable de la population croissante des régions rurales, il serait inopportun et peu pratique de différer l'action à mener en divers secteurs jusqu'à ce que les autorités locales et internationales responsables soient parvenues à un accord sur une telle stratégie;
- d) Au cours des deux années à venir, il conviendrait de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration du PNUD un nombre limité de projets pilotes (concertés) qui soient caractéristiques des travaux à entreprendre. Ces projets devraient être choisis en fonction des demandes d'aide émanant des gouvernements intéressés et en accord avec tous les organismes concernés. Toute entreprise de ce genre doit représenter une diversité de conditions humaines et physiques, de manière à stimuler l'action supplémentaire à entreprendre dans le pays intéressé ou en d'autres pays, sous réserve évidemment que le projet constitue un exemple valable de la conception inter-institutions et multidisciplinaire du développement.
- D. PRINCIPES DIRECTEURS (d'une action concertée entre institutions en vue de résoudre les problèmes concernant le développement rural en Afrique)

Généralités

19. Les participants à la première réunion des chefs régionaux des organisations internationales en Afrique (Accra, 28-30 juillet 1967)<sup>1/</sup> sont parvenus notamment aux conclusions suivantes :

- a) Les organisations internationales exerçant des activités en Afrique ne doivent jamais oublier qu'elles sont à la disposition des gouvernements africains et qu'elles doivent travailler ensemble au progrès économique et social des populations du continent. Il faudrait organiser des consultations régulières entre les représentants de ces

---

<sup>1/</sup> Rapport de la première réunion des chefs régionaux des organisations internationales en Afrique (E/CN.14/404), 8 septembre 1967.

organismes ainsi qu'un plein échange de renseignements sur les projets qui se prêtent facilement à une action commune, particulièrement en ce qui concerne les travaux intéressant la vie et les institutions rurales, etc.

b) C'est aux gouvernements qu'il appartient en premier lieu de fixer l'ordre de priorité de leurs propres projets. Les organismes des Nations Unies ont la responsabilité collective de fournir aux gouvernements l'assistance nécessaire à l'élaboration et à l'exécution de projets bilatéraux ou multilatéraux. En conséquence, toute rivalité et toute concurrence entre institutions ne peuvent que nuire à l'action en vue du développement rural et doivent être évitées.

c) Etant donné l'ampleur des besoins de la région africaine et l'étendue de son aire géographique, toute action visant au développement devra, pour donner assez rapidement des résultats, intervenir au plan sous-régional. Il sera ainsi plus facile d'assurer une meilleure coordination des activités et une croissance mieux intégrée dans le cadre du continent.

20. L'action concertée en vue du développement rural, qui est d'importance capitale, doit intervenir au sein du gouvernement national aussi bien qu'au niveau international. D'autre part, les efforts conjugués des organes de l'ONU et des institutions spécialisées doivent s'exercer, dans la mesure du possible, à l'échelon des projets.

21. L'importance à accorder aux divers aspects du développement rural doit être déterminée en fonction des facteurs d'ordre général qui influent sur le développement national considéré dans son ensemble. Dans l'intérêt de tout projet de développement rural :

a) le rapport existant entre le développement rural et le développement urbain doit être considéré comme un facteur essentiel, dans la mesure où il en résulte des problèmes d'émigration et d'emploi;

- b) il faut explorer la possibilité d'élargir la portée de tout élément d'un projet de développement rural, pour assurer une mise en valeur appropriée des ressources humaines et une appréciation réaliste des conséquences que peut entraîner, pour la population concernée, le progrès envisagé;
- c) il importe d'examiner à fond la possibilité d'associer les projets de développement rural aux programmes d'assistance des Nations Unies et d'autres sources d'aide;
- d) il convient de prendre en considération les répercussions possibles d'un projet entrepris dans tel secteur sur les autres branches de l'économie rurale.

22. Une fois que les conditions préalables de l'action concertée auront été déterminées d'un commun accord par les organisations compétentes et le gouvernement intéressé, on pourra former une équipe de spécialistes de diverses disciplines recrutés sur les plans international et local. Le gouvernement, qui assume en l'espèce toutes responsabilités administratives, désignera l'organe de coordination auquel le chef de l'équipe devra faire rapport.

#### Structure administrative indispensable

23. La structure des ministères ou départements, les relations entre ces organes et la répartition des tâches techniques dépendent généralement de nombreux facteurs, et notamment de l'appareil administratif et politique d'un pays. Il serait par conséquent inopportun de suggérer des critères rigides ou un modèle uniforme d'organisation administrative. La structure administrative à adopter et la solution des problèmes que pose son adoption doivent être trouvées sur place.

24. Toutefois, pour mener à bien les projets de développement rural, il faut remplir certaines conditions :

- a) Les ministères ou départements nationaux et les organisations internationales s'occupant de développement rural doivent eux-mêmes coordonner leurs propres travaux et admettre le principe de la coopération avec d'autres organismes;



- b) Les activités respectives des organes internationaux et nationaux doivent être convenablement coordonnées à tous les échelons de l'administration;
- c) Le gouvernement national doit établir un dispositif interministériel pour s'assurer que tous les organismes concernés, nationaux ou internationaux, participent effectivement à l'élaboration des politiques et des plans, à la détermination des projets, ainsi qu'à l'exécution et à l'évaluation de ces derniers.

E. STRATEGIE D'UNE ACTION CONCERTEE ENTRE INSTITUTIONS AU NIVEAU REGIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL EN AFRIQUE

25. Le Comité régional interinstitutions pour le développement rural a examiné :

- a) les problèmes complexes auxquels se heurtent les efforts déployés par les pays africains en vue d'accélérer le développement du secteur rural;
- b) les travaux effectués par les organismes des Nations Unies pour favoriser le développement rural dans les pays africains et la contribution spéciale apportée dans ce domaine par chacune de ces institutions.

Le Comité a noté que les divers organes et institutions spécialisées des Nations Unies étaient déjà convenus de la nécessité impérieuse d'entreprendre une vaste action concertée en vue du développement rural, ce qui ressortait en particulier de l'accord général intervenu, d'une part, à la réunion du Groupe de travail interorganismes des Nations Unies (New York, 1967) et, d'autre part, à la première réunion des chefs régionaux des organisations internationales en Afrique (Accra, juillet 1967).

Les membres du Comité ont formulé les recommandations suivantes :

- 1) Un comité régional interinstitutions permanent, pour le développement rural en Afrique, devrait être créé à Addis-Abéba en vue de permettre des échanges de vues périodiques entre les experts des organismes concernés. Ce groupe aurait pour tâche d'étudier, de

formuler et de suggérer des méthodes pour l'exécution de projets appropriés de développement rural qui se prêtent aisément à une action commune, tandis que la Commission serait chargée de le convoquer et de lui fournir les services de secrétariat nécessaires.

- 2) L'étude et l'inventaire actuels des activités et des projets (en cours) de développement rural, entrepris en Afrique par les organes et institutions spécialisées des Nations Unies, devraient se poursuivre pour permettre de repérer les projets intéressants et l'action particulière qu'exigerait leur mise en oeuvre.
- 3) En vue d'associer le plus étroitement possible les gouvernements des pays africains aux principes et aux méthodes du développement rural concerté, il faudrait organiser des cycles d'études sous-régionaux. Ces réunions seraient l'occasion d'un échange d'idées et de renseignements et permettraient de choisir, dans chacune des sous-régions, un ou deux projets pilotes appropriés qui, avec l'assentiment des autorités nationales et après une étude de caractère multidisciplinaire selon les principes directeurs susmentionnés, pourraient recevoir l'aide coordonnée au niveau régional, de plusieurs organismes.

Note

- a) Le choix des projets pilotes peut porter aussi sur un ou plusieurs projets en cours, susceptibles d'être intensifiés ou amplifiés par une action commune;
  - b) Il y aurait lieu d'organiser, avec l'aide de plusieurs institutions, des conférences sur des projets à l'échelle du pays ou des sous-régions, pour adopter la méthode interdisciplinaire appropriée, et créer l'organe administratif requis pour l'exécution des projets.
- 4) Les cycles d'études sous-régionaux dont il est question ci-dessus pourraient se tenir respectivement :
- en 1969, en Afrique de l'est;
  - en 1970, en Afrique de l'ouest;

- en 1971, en Afrique du centre;
- en 1972, en Afrique du nord.

Financement des projets entrepris par plusieurs institutions

26. Les projets pilotes devront être financés sur les ressources des organismes concernés et au moyen d'allocations du PNUD. Il faudra nécessairement suivre à cet égard la procédure établie pour le financement des projets lancés ou exécutés par ces institutions. L'association de nouvelles disciplines aux projets en cours ou envisagés, pour faciliter la fourniture d'une assistance concertée dans certains domaines connexes, peut être considérée comme un premier pas vers l'instauration de projets pilotes dont le financement n'exigerait qu'un faible supplément de fonds.

27. A noter que, malgré la préférence accordée aux vastes plans de développement rural appelant une action concertée, un certain nombre de projets sectoriels de portée restreinte, mais bien conçus et soigneusement préparés, continueront de figurer aux programmes des diverses institutions portant sur des travaux spécialisés qui relèvent de leur compétence particulière. La réussite de tels projets peut souvent conduire à la planification de plus nombreux projets entrepris par plusieurs institutions.